

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

NOMBRE DE MEMBRES  
Afférents En Qui ont pris  
au CA exercice part à la  
DÉLIBÉRATION

98 97 77

PRÉSENTS 66  
POUVOIRS Suppléants 5  
POUVOIRS Titulaires 6  
ABSENTS 20

Vote Pour : 77  
Vote Contre : 0  
Abstention : 0

### CONSEIL DE COMMUNAUTE SÉANCE DU LUNDI 15 AVRIL 2019

**Date de la Convocation**

9 AVRIL 2019

**Date d’Affichage**

9 AVRIL 2019

L'an deux mille dix-neuf, le quinze avril à dix-huit heures, le Conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Centre de ressources à Téco, sous la présidence de Monsieur Paul SALVADOR,

**Présents :** Mesdames et Messieurs Bernard AUDARD, Julienne AUREL, Blaise AZNAR, Bernard BARTHE, Jean BATAILLOU, Jean-François BAULES, Florence BELOU, Roger BIAU, Marie-Françoise BONELLO, Jean-Michel BONNEMAIN, Michel BONNET, Alain BORGELLA, Paul BOULVRAIS, Jean-Claude BOURGEADE, Paul BOZZO, Caroline BREUILLARD, Jacques BROS, Patrick CAUSSE, Gilles CROUZET, Olivier DAMEZ, Bruno De BOISSESON, Michel DESMARS, John DODDS, Max ESCAFFRE, Maryse ESCRIBE, Bernard FERRET, Claude FITA, Alain GLADE, Vivian GUISCHET, Patrice GAUSSERAND, Philippe GONZALEZ, Christophe GOURMANEL, Maryse GRIMARD, Monique GUILLE, Max GUIPAUD, Marie-Hélène HAMELLE, Pascal HEBRARD., Dominique HIRISSOU, Gilles JAUROU, Christian JEANJEAN, Louisa KAOUANE, Claude LABRANQUE, Patrick LAGASSE, Serge LAZARO, Maryline LHERM, Richard MARTINEZ, Jean-Marc MOLLE, Francis MONSARRAT, Max MOULIS, Pascal NEEL, Jean-Marie NEGRE, Ludivine PAYA, Christian PERO, Annick PIEUX, Guy PONS, Pascale PUIBASSET, Marie-Odile RIBOUD, Francis RUFFEL, Paul SALVADOR, Alain SORIANO, Martine SOUQUET, Denis TENEGAL, Michel TERRAL Pierre TRANIER, Pierre VERDIER, François VERGNES,

**Suppléants présents (Titulaires excusés leur ayant donné pouvoir) :** Mesdames et Messieurs Michel BUFFEL à Marie GRANEL, Christophe HERIN à Jean-Claude MAUREL, Jean-Paul LALANDE à Josette MURCIA, Ludovic RAU à Patrick SOUPART, Claude SOULIES à Joël MALLEVIALLE,

**Titulaires excusés ayant donné pouvoir à un Titulaire :** Mesdames et Messieurs Danièle BOROT à Paul BOZZO, Alain BREST à Paul SALVADOR Alain LAPORTE à Caroline BREUILLARD, Janine RELLE à Alain GLADE, Patrick MONTELS à Christian JEANJEAN, Guy PEYRE à Blaise AZNAR,

**Absents excusés :** Mesdames et Messieurs Jérôme ALBENGE, Françoise BARTHES, Eric BLANQUART, Christophe CAUSSE, Bernard EGUILUZ, Claire FITA, Claude GENIEY, Christelle HARDY, Chantal LAFAGE, Christian LONQUEU, Elisabeth LOYER, Bernard MIRAMOND, Marie-France MOMMEJA, Stéphanie NELATON, Georges PAULIN, Francis PRADIER, Serge ROUQUETTE, Jean-Pierre ROUSSEAU, Jean TKACZUK, Gilles TURLAN,

**Secrétaire de séance :** Monsieur Paul BOULVRAIS

N° 103/2019

ACTES : 2-3-1

**OBJET DE LA DELIBERATION : 20- Mise à jour du droit de préemption urbain (DPU) suite à la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Labastide de Lévis**

#### Exposé des motifs

La révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Labastide de Lévis a été approuvée le 17 septembre 2018 par le Conseil de communauté.



La commune de Labastide de Lévis souhaite instaurer le droit de préemption urbain sur un périmètre correspondant aux zones U et AU du nouveau PLU.

### Le Conseil de communauté :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-24 et L2122-22, 15° ;  
 Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L210-1, L211-1 et suivants, L213-1 et suivants, L300-1, R211-1 et suivants ;  
 Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2016 approuvant les statuts de la Communauté d'agglomération et notamment leur article 6.1.2 – compétences en matière de plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ;  
 Vu la délibération du Conseil de la Communauté d'agglomération du 17 septembre 2018 approuvant la révision du PLU de la commune de Labastide de Lévis ;  
 Vu l'article L. 211.1 du Code l'Urbanisme qui offre la possibilité aux communes dotées d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé d'instituer, sur tout ou partie des zones urbaines ou d'urbanisation future telles qu'elles sont définies au Plan Local d'Urbanisme, un droit de préemption urbain ;  
 Vu l'intérêt pour la commune d'instaurer un droit de préemption urbain sur les secteurs du territoire communal classés en zone U et AU au PLU (voir plan annexé) afin de lui permettre de mener à bien sa politique foncière en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, d'actions ou d'opérations d'aménagement répondant aux objets définis à l'article L300-1 du code de l'urbanisme ;  
 Considérant l'avis de la Commission Aménagement du territoire du 14 mars 2019 ;

### Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

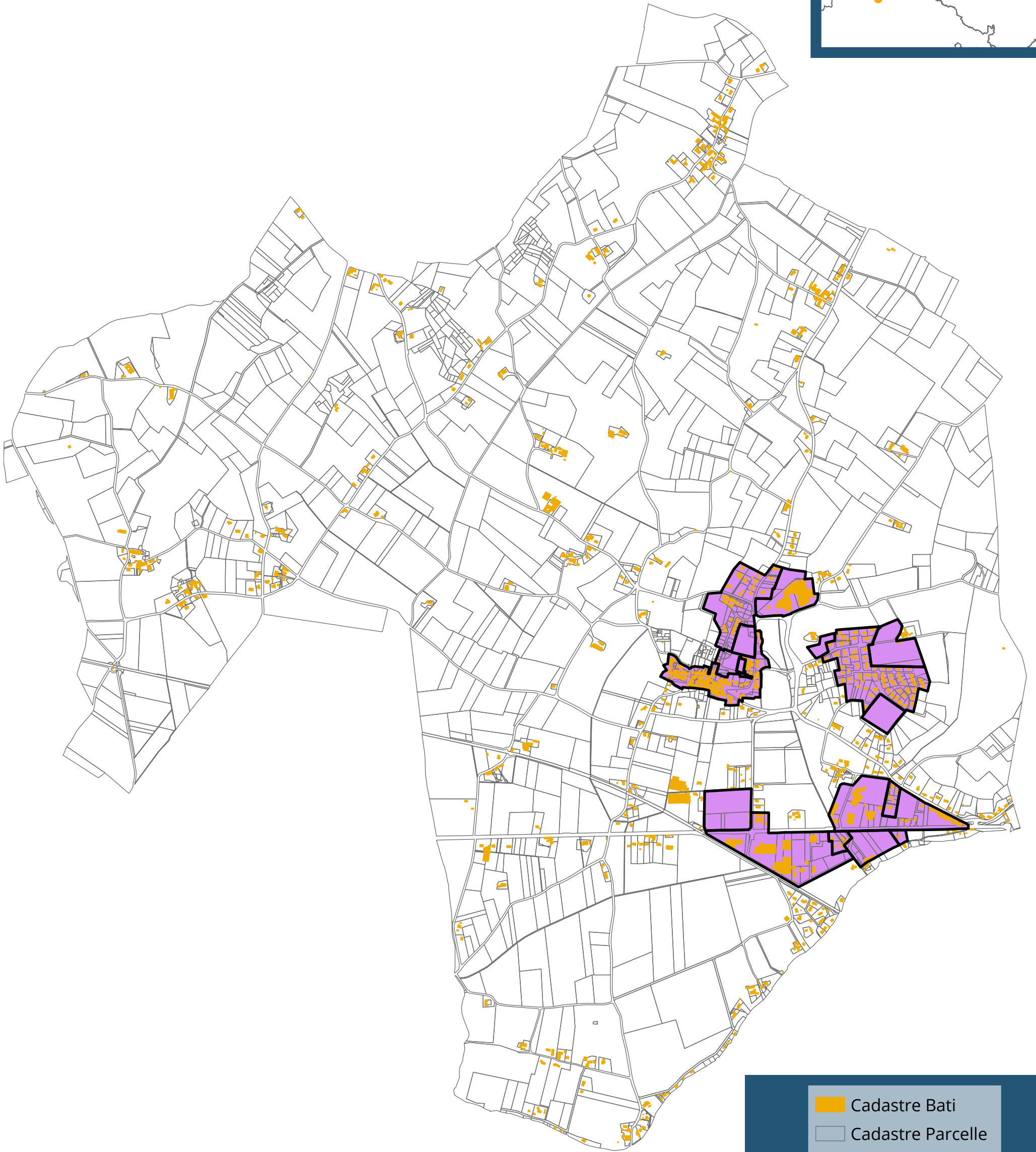
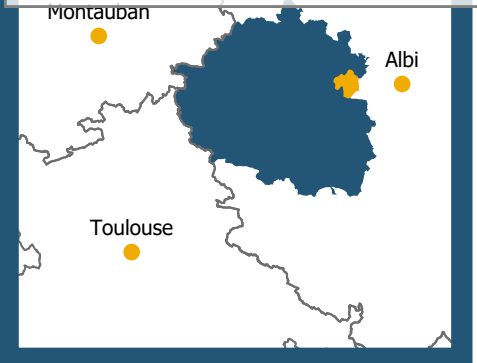
- **DÉCIDE D'INSTITUER** un Droit de Préemption Urbain sur les secteurs du territoire de la commune de Labastide de Lévis classés en zone U et AU du PLU délimitées sur le plan annexé à la présente délibération,
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, qu'une mention sera insérée dans deux journaux dans le département conformément à l'article R 211-2 du code de l'urbanisme et que le droit de préemption urbain pourra être exercé dès l'accomplissement de ces formalités,
- **DIT** que le périmètre d'application du Droit de Préemption Urbain sera annexé au dossier du Plan Local d'Urbanisme par une procédure de mise à jour conformément aux articles R153-18 et R151-52 du code de l'urbanisme,
- **DIT** qu'un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en Mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L213-13 du Code de l'Urbanisme.
- **DIT** que les copies de la délibération et du plan annexé seront transmises au Préfet, ainsi que, conformément à l'article R211-3 du code de l'urbanisme :
  - au Directeur Départemental des Services Fiscaux,
  - au Président du Conseil Supérieur du Notariat,
  - à la Chambre Départementale des Notaires,
  - au Barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance,
  - au Greffe du même Tribunal.

Acte rendu exécutoire  
 - après transmission en Préfecture  
 Le.....  
 - et publication/affichage/notification  
 du.....  
 Le.....  
**Le Président,**

Pour extrait conforme,  
 Fait les jours, mois, ans, susdits,

**Le Président,**  
**Paul SALVADOR**

*La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification ou sa publication. La présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification ou sa publication devant le tribunal administratif de Toulouse. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquiescer la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. Le Tribunal administratif peut être saisi par courrier et par l'application informatique Télécours citoyens, accessible à l'ensemble des justiciables à titre individuel lorsqu'ils ne sont pas représentés par un avocat, par le lien : <http://www.telerecours.fr> »*



- Cadastre Bati
- Cadastre Parcelle
- Périmètre du DPU
- Zones U et AU

0 250 500 m

Au format A3 - Echelle : 1 / 12 500

Date : 03.2019

Réf : VN-CA-URB

